

1 **Quel État, quelle organisation territoriale, quelle démocratie, pour quels services publics ?**

2

3 Alors que nos sociétés doivent relever le défi de la transition écologique, que les besoins sociaux évoluent, que les inégalités et la pauvreté s'accroissent, la réponse apportée en France comme en Europe est celle de l'assèchement des ressources publiques, voire de leur captation par des intérêts privés.

4 Or si les services publics sont le bien de celles et ceux qui n'en ont pas, ils sont aussi la meilleure réponse aux besoins de tous et toutes (santé, éducation, sécurité). L'adhésion de l'ensemble de la population à leur financement repose sur leur qualité, leur présence sur l'ensemble du territoire.

5 Le choix de l'austérité, présenté comme incontournable, fait l'impasse sur le rôle essentiel que jouent et auront encore plus à jouer les services publics et la Fonction publique, comme vecteurs de solidarité et d'égalité mais aussi comme outils créateurs des richesses dont le pays a besoin et permettant l'accès de tous et toutes à des biens communs.

6 Ces dernières années ont vu se développer des politiques d'affaiblissement de l'État social, de ses capacités d'intervention pour assurer l'égalité entre citoyen-nes et entre territoires.

7 Les Collectivités Territoriales ont été elles aussi mises en difficulté notamment du fait des réductions importantes de dotations de ces trois derniers budgets. La poursuite de la réforme de l'État, dont le volet territorial s'achève, s'est inscrite d'emblée dans l'objectif de réduction des dépenses publiques, et se traduit par une mise en concurrence accrue des territoires, le rôle stratège et protecteur de l'État s'effaçant de plus en plus face au marché et à ses règles.

8 Face à l'entreprise de dénigrement des services publics, présentés comme coûteux et inefficaces, mis en œuvre par des agent-es trop nombreux voire trop protégés, face aux orientations libérales qui prônent le désengagement de l'État pour mieux satisfaire les appétits des intérêts privés, face aussi à l'imposition de réformes qui s'exonèrent du débat citoyen, la FSU continue de défendre que les services publics et la fonction publique constituent un enjeu de lutte essentiel pour une alternative sociale et économique.

9 Elle met en débat dans ce congrès les questions des rôles respectifs que doivent jouer État et collectivités territoriales dans l'organisation et la mise en œuvre des services publics, de leur développement indispensable, la question de leur financement et de la réforme fiscale nécessaire pour rééquilibrer le partage des richesses.

10 Il est plus que temps de réhabiliter la dépense publique, de redire le rôle joué par les agent-es de la Fonction publique au service de l'intérêt général et de défendre l'emploi public. Aussi, reste posée la question du contrôle démocratique de l'action publique par des citoyen-nes usagères, par la mise en place d'une véritable concertation y compris avec les organisations syndicales représentatives des personnels, et la possibilité d'implication des acteurs et actrices à tous les niveaux.